

Annexe à l'arrêté d'approbation :

Modification des statuts de la société anonyme de droit publique « Beheersmaatschappij Antwerpen Mobiel »
"Article 5. Capital et actions

§ 1^{er}. Le capital social est fixé à deux cent septante-huit millions trois cent mille euros (€ 278 300 000,00), divisé en deux cent septante-huit mille trois cents (278 300) actions sans valeur nominale, qui représentent chacune un deux cent septante-huit mille trois centième (1/278 300) du capital social.

§ 2. A toutes les actions sont liés les mêmes droits et obligations.

§ 3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. »

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 615

[C - 2005/27148]

17 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, institué par le décret du 29 octobre 1998, tel que modifié par les décrets des 18 mai 2000, 14 décembre 2000, 20 décembre 2001 et 15 mai 2003, notamment l'article 179;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 définissant la notion de personne handicapée au sens de l'article 1^{er}, 33°, du Code wallon du Logement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'harmoniser les conditions des prêts du Fonds;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 2005;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'article 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie est remplacé par le texte suivant :

« enfant à charge :

— l'enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelins sont attribuées au demandeur ou à la personne avec laquelle il vit habituellement, unis ou non par des liens de parenté;

— l'enfant pour lequel le demandeur ou la personne avec laquelle il vit habituellement, unis ou non par des liens de parenté, ne sont pas attributaires de telles allocations, mais que le Fonds estime être effectivement à leur charge, s'ils en apportent la preuve;

— l'enfant à naître, conçu depuis au moins nonante jours à compter de la date d'immatriculation de la demande, la preuve étant fournie par une attestation médicale. »

§ 2. L'article 1^{er}, 7°, du même arrêté est rétabli dans la rédaction suivante :

« 7° Est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur handicapé. Cette disposition est également applicable, dans les mêmes conditions, au conjoint du demandeur ou à la personne avec laquelle il vit habituellement, ainsi qu'à chaque personne affectée d'un tel handicap, pour autant qu'il existe entre elle et le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il vit habituellement, un lien de parenté jusqu'au second degré et qu'elle habite sous le même toit. Dans ce cas, le demandeur doit s'engager à fournir la preuve de cette cohabitation, au Fonds une fois que le logement objet du prêt est occupé et au plus tard six mois après le premier jour de l'occupation. »

§ 3. A l'article 1^{er} in fine du même arrêté, est ajouté un 8°, ainsi libellé :

« 8° date d'immatriculation de la demande de prêt : la date à laquelle la demande de prêt est introduite au siège administratif du Fonds sur base d'un dossier complet. »

Art. 2. L'article 3, 1^{er} alinéa, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Les prêts sont consentis en vue de la construction, l'achat, la réhabilitation, la restructuration, l'adaptation, la conservation, l'amélioration, la préservation d'un logement ou du remboursement de dettes antérieures contractées à de telles fins. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :

« Le nombre d'enfants à charge à prendre en considération pour établir le taux d'intérêt initial du prêt est celui existant à la date d'immatriculation de la demande de prêt. »

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

§ 1^{er} Au paragraphe premier, les taux de 3,75 %, 4,25 %, 4,75 %, 5,50 % et 6,25 % visés aux lettres a) et b) sont respectivement remplacés par les valeurs suivantes : 2,00 %, 2,50 %, 2,75 %, 3,75 % et 4,25 %.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} est complété par le texte suivant :

« Le montant de chaque seuil et de la majoration de 1.860 euros par enfant à charge est adapté par tranche de 50 euros par le Fonds du Logement wallon au 1^{er} janvier de chaque année N (et pour la première fois à partir de 2005), sur base de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant en €} \times \text{Indice des prix à la consommation* en novembre de l'année N-1}}{\text{Indice des prix à la consommation en octobre 1998}}$$

* loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public sur base de l'indice - pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990. »

§ 3. Le paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant :

« Lorsque l'amortissement du capital s'effectue par mensualités, le taux est calculé au moyen de la formule $(1 + i)^{12} = 1 + I$, où i représente l'intérêt mensuel retenu et I le taux d'intérêt annuel correspondant. »

§ 4. Le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant :

« Les taux appliqués sont fonction du taux IRS (Interest Rate Swap) d'une maturité de 25 ans. Toute variation du taux IRS, à la baisse ou à la hausse, entraîne une adaptation des taux dès qu'au premier jour d'un mois, cette variation atteint 0,25 % en moyenne par rapport aux deux mois précédents, par rapport au taux de référence fixé à 4,75 %.

Le taux d'intérêt le plus élevé ne peut dépasser 7 %, ni le taux le plus bas, descendre en-dessous de 2 %, qu'avec l'approbation du Gouvernement. »

§ 5. Au paragraphe 8, sont ajoutés en début de phrase les mots :

« Pour les prêts accordés aux taux visés au § 1^{er}, lettres a et b, 4° et 5°. »

Art. 5. A l'article 10 du même arrêté, le nombre « soixante-cinq » est remplacé par « septante. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 février 2005.

Art. 7. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 615

[C — 2005/27148]

17. FEBRUAR 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie"

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 20. Dezember 2001 und vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 179;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 zur Bestimmung des Begriffs von behinderter Person im Sinne des Artikels 1, 33°, des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der durch die Notwendigkeit einer Harmonisierung der Bedingungen für die Darlehen des Fonds begründete Dringlichkeit;

Aufgrund des am 2. Dezember 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1 - Artikel 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Unterhaltsberechtigtes Kind:

— Das Kind, für das dem Antragsteller bzw. der gewöhnlich mit ihm lebenden verwandten oder nicht verwandten Person Kinderzulagen oder Waisengeld gewährt werden;

— das Kind, für das der Antragsteller oder die gewöhnlich mit ihm lebende verwandte oder nicht verwandte Person keine solche Zulage beziehen, das aber vom Fonds als unterhaltsberechtigtes Kind betrachtet wird, wenn diese Personen den Beweis davon erbringen;

— das künftige Kind, das am Tag der Immatrikulation des Antrags seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird; der Beweis hierfür wird durch ein ärztliches Attest erbracht;

§ 2 - Artikel 1, 7° desselben Erlasses wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"7° Der behinderte Antragsteller wird betrachtet, als ob er ein unterhaltsberechtigtes Kind hätte. Unter denselben Bedingungen findet diese Bestimmung ebenfalls Anwendung auf den Ehepartner des Antragstellers oder auf die gewöhnlich mit ihm lebende Person, sowie auf jede Person, die mit derselben Behinderung behaftet ist, soweit sie und der Antragsteller, sein Ehepartner oder die gewöhnlich mit ihm lebende Person höchstens im zweiten Grad verwandt sind und in häuslicher Gemeinschaft leben. In diesem Fall muss der Antragsteller sich verpflichten, dem Fonds den Beweis dieses Zusammenlebens zu erbringen, sobald die Wohnung, Gegenstand des Darlehens, bewohnt wird und spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Bewohnung."

§ 3 - In Artikel 1 in fine desselben Erlasses wird ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"8° Datum der Immatrikulation des Darlehensantrags: das Datum, an dem der Darlehensantrag am Verwaltungssitz des Fonds auf der Grundlage einer vollständigen Akte eingereicht wird."

Art. 2 - Artikel 3, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Darlehen werden zwecks des Baus, des Erwerbs, der Sanierung, der Umgestaltung, der Anpassung, der Erhaltung, der Aufbesserung oder des Eigentumsschutzes von einer Wohnung oder zwecks der Rückzahlung von zu diesen Zwecken vorher aufgenommenen Schulden gewährt. »

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird Absatz 3 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Anzahl unterhaltsberechtigter Kinder, die für die Festlegung des anfänglichen Zinssatzes des Darlehens zu berücksichtigen ist, ist diejenige, die am Datum der Immatrikulation des Darlehensantrags vorhanden ist."

Art. 4 - § 1 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

§ 1. In Paragraph 1 werden die unter lit. a) und b) erwähnten Sätze von 3,75%, 4,25%, 4,75%, 5,50% und 6,25% jeweils durch die folgenden Werte ersetzt: 2,00%, 2,50%, 2,75%, 3,75% und 4,25%;

§ 2 - Paragraph 1 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag jeder Schwelle und der Erhöhung von 1.860 Euro je unterhaltberechtigtes Kind wird durch den "Fonds du Logement wallon" am 1. Januar eines jeden Jahres N (und zum ersten Mal ab 2005) in Tranchen von 50 Euro auf der Grundlage folgender Formel angepasst:

$$\frac{\text{Betrag in €} \times \text{Index der Verbraucherpreise* im November des Jahres N-1}}{\text{Index der Verbraucherpreise im Oktober 1998}}$$

"Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches auf der Grundlage des Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990."

§ 3. Paragraph 6 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Wenn die Kapitaltilgung durch Monatsraten geleistet wird, wird der Satz anhand der Formel $(1 + i)^{12} = 1 + I$ berechnet, wobei i der berücksichtigte monatliche Zinssatz und I der entsprechende jährliche Zinssatz ist."

§ 4 - Paragraph 7 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die von der Gesellschaft angewandten Zinsen hängen vom IRS-Satz ab (Interest Rate Swap bzw. Zinsswap) mit einer Fälligkeit innerhalb von 25 Jahren. Jede Schwankung des Zinsswapsatzes nach unten oder nach oben bringt eine Anpassung der Sätze mit sich, sobald am ersten Tag eines Monats diese Schwankung durchschnittlich 0,25% im Verhältnis zu den vorigen zwei Monaten und zu dem Richtsatz von 4,75% erreicht.

Nur mit der Genehmigung der Regierung dürfen jeweils der höchste Zinssatz 7% überschreiten und der niedrigste Satz 2% unterschreiten".

§ 5 - In Paragraph 8 wird zwischen den Wörtern "Fonds" und "eine Kontrolle" die folgenden Wörter hinzugefügt: "für die zu den in § 1, lit. a und b, 4° und 5°erwähnten Zinsen gewährten Darlehen".

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Wortlaut "fünfundsechzig" durch den Wortlaut "siebzig" ersetzt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 17. Februar 2005 in Kraft.

Art. 7 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 17. Februar 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 615

[C - 2005/27148]

17 FEBRUARI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië)

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingevoerd bij het decreet van 29 oktober 1998, zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 20 december 2001 en 15 mei 2003, inzonderheid op artikel 179;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 tot bepaling van het begrip "persoon met een handicap" in de zin van artikel 1, 33°, van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de noodzakelijkheid om de voorwaarden voor de leningen van het fonds te harmoniseren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 december 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 februari 2005;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Artikel 1, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" wordt vervangen als volgt :

« kind ten laste :

— het kind voor wie kinderbijslag of een wezenrente wordt uitgekeerd aan de aanvrager of aan de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont, al dan niet door familiebanden verenigd;

— het kind waarvoor de aanvrager of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont, al dan niet door familiebanden verenigd, geen uitkeringen krijgen, maar die naar mening van het Fonds werkelijk ten laste van die personen zijn indien ze daarvan het bewijs brengen;

— het ongeboren kind dat op de datum van inschrijving van de aanvraag sinds ten minste negentig dagen verwekt is, waarbij een medisch attest als bewijsstuk geldt. »

§ 2. Artikel 1, 7°, van hetzelfde besluit wordt hersteld als volgt :

« 7° De gehandicapte aanvrager wordt beschouwd als hebbende een kind ten laste. Die bepaling is eveneens van toepassing, onder dezelfde voorwaarden, op de echtgenoot/-genote van de aanvrager of op de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont, evenals op elke persoon die door een dergelijke handicap is aangetast voorzover er een familieband tot in de tweede graad bestaat tussen deze persoon en de aanvrager, diens echtgenoot/-genote of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont en voorzover die persoon onder hetzelfde dak woont. In dat geval moet de aanvrager zich ertoe verbinden aan het Fonds het bewijs leveren dat ze samenwonen zodra de woning waarvoor de lening wordt toegekend betrokken wordt en ten laatste zes maanden na de eerste dag waarop het huis betrokken wordt. »

§ 3. In artikel 1 in fine van hetzelfde besluit wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° datum van inschrijving van de leningsaanvraag : de datum waarop de leningsaanvraag wordt ingediend bij de administratieve zetel van het Fonds op grond van een volledig dossier. »

Art. 2. Artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De leningen worden toegekend met het oog op de bouw, de aankoop, de renovatie, de herstructurering, de aanpassing, de handhaving, de verbetering, de bewaring van een woning of de afbetaling van vroegere schulden die daarvoor te dien einde werden aangegaan. »

Art. 3. Artikel 4, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het aantal kinderen ten laste dat in beschouwing moet worden genomen om de initiële rentevoet van de lening te bepalen, staat echter gelijk met het aantal kinderen op de datum van inschrijving van de leningsaanvraag. »

Art. 4. § 1. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. In § 1 worden de rentevoeten 3,75 %, 4,25 %, 4,75 %, 5,50 % en 6,25 % bedoeld in de littera's a) en b) respectievelijk vervangen door de volgende waarden : 2,00 %, 2,50 %, 2,75 %, 3,75 % en 4,25 %.

§ 2. Paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

« Het bedrag van elke drempel en van de verhoging met 1.860 euro per kind ten laste wordt op 1 januari van elk jaar N (en voor de eerste keer vanaf 2005) per schijf van 50 euro aangepast door het Woningfonds op grond van volgende formule :

$$\frac{\text{Bedrag in €} \times \text{indexcijfer der consumptieprijzen} * \text{ in november van het jaar N-1}}{\text{Indexcijfer der consumptieprijzen in oktober 1998}}$$

* Wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld – spilindex 138,01 van 1 januari 1990. »

§ 3. Paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

« Wanneer de afschrijving van het kapitaal per maandelijkse afbetaling geschiedt, wordt de rentevoet berekend door middel van de formule $(1 + i)^{12} = 1 + I$, waar i staat voor de maandelijks weerhouden interest en I voor de daarmee overeenstemmende jaarlijkse rentevoet. »

§ 4. Paragraaf 7 wordt vervangen als volgt :

« De toegepaste rentevoeten hangen af van de IRS-rentevoet (Interest Rate Swap) die een vervaldatum van 25 jaar heeft. Elke verandering van de IRS-rentevoet naar boven of naar beneden heeft een aanpassing van de rentevoeten als gevolg zodra deze verandering op de eerste dag van een maand gemiddeld 0,25 % bereikt in verhouding tot de twee vorige maanden en ten opzichte van de op 4,75 % bepaalde referentierentvoet.

De hoogste rentevoet mag de 7 % overschrijden en de laagste rentevoet mag niet lager zijn 2 % dan wel met goedkeuring van de Regering. ».

§ 5. In § 8 worden de volgende woorden toegevoegd aan het einde van de zin :

« voor de leningen toegekend tegen de rentevoeten bedoeld in § 1, a en b, 4° en 5°. »

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het cijfer « vijftenzestig » vervangen door het cijfer « zeventig. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 17 februari 2005.

Art. 7. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE